

CRISE AUX ARCHIVES NATIONALES

JE SAIS TOUT, MAIS JE NE DIRAI RIEN !

Compte-rendu de la rencontre avec M. David Zivie,
conseiller patrimoine de Mme Fleur Pellerin, ministre de la Culture

Ce lundi 20 juillet 2015, une délégation composée de représentants de la CGT-Culture et de la CGT-Archives a rencontré M. David Zivie, conseiller de la ministre de la Culture en charge du patrimoine, pour faire « *un point général sur la situation du secteur* » des Archives nationales.

Si nous reconnaissons volontiers à M. Zivie une réelle capacité d'écoute (ce qui est après tout un bon début), il nous faut en revanche regretter son caractère trop taiseux à notre goût. En effet, notre délégation n'a obtenu aucune réponse claire sur aucun des sujets gravissimes qui intéressent pourtant aujourd'hui le réseau des Archives nationales.

En soi, ce fait mérite d'être souligné car il pose la question de **savoir si Mme Fleur Pellerin est porteuse d'une politique sérieuse et objective en matière d'archives**. La réponse à cette question est non.

Pour s'en convaincre, il suffit de se pencher sur les piètres résultats qu'elle enregistre. Pour mémoire, l'action de Mme Fleur Pellerin pour les Archives, c'est :

- la **disparition de toutes les dispositions relatives aux archives dans le projet de loi « création, architecture et patrimoine »** (Livre II) en raison des réactions hostiles des ministères de l'Intérieur et de la Défense devant l'abaissement prévu des délais de communicabilité, mesure qui serait d'après ces derniers antagonique avec la loi votée sur le renseignement intérieur (sic) ;
- la poursuite de l'**interdiction d'accès (depuis 16 mois) aux principaux bâtiments du site de Fontainebleau** en raison de risques portant sur la stabilité architecturale des ouvrages ; l'impossibilité d'accéder aux 60 kilomètres linéaires de documents qui y sont conservés ; le **scénario d'une fermeture définitive du site est envisagé, laissant sur le pavé près de 50 agents qui ont fait leur vie en sud Seine-et-Marne (77), dans l'Yonne (89) et le Loiret (45)** ;
- l'absence de politique archivistique et des incertitudes grandissantes quant au **devenir du site historique des Archives nationales de Paris** qui se trouve **menacé d'être amputé de près de la moitié de ses surfaces** et de son périmètre ;
- les menaces de **vente à la découpe par France Domaine des hôtels particuliers** du site des Archives nationales de Paris ;
- le projet de **délocalisation et de transfert vers le site des Archives nationales de Paris des services et agents (de 200 à 350 personnels) victimes de la politique immobilière** imposée par le Conseil de l'Immobilier de l'Etat et le gouvernement.
- le **risque de voir le nouveau site de Pierrefitte-sur-Seine saturé dans les prochains mois** alors que sa durée d'exploitation était prévue jusqu'en 2043.

M. Zivie a néanmoins déclaré sur la situation du site de Fontainebleau que : « *l'idée est de sauver les archives* », sans toutefois préciser s'il s'agissait des bâtiments ou des documents... M. Zivie estime que : « *les archives doivent devenir accessibles* », et reconnaît la catastrophe patrimoniale et démocratique que représente la situation : « *Je reçois du courrier tous les jours de personnes qui se plaignent de ne pas pouvoir avoir accès aux archives.* » Il s'agit notamment de demandes de consultation de dossiers de naturalisation... mais aussi des comptes de campagnes électorales (voir l'affaire du financement de la campagne de N. Sarkozy).

Sur l'avenir du site de Paris, M. Zivie prévient : « *Je vais vous décevoir, mais je ne vais pas faire d'annonces aujourd'hui* » Comme par hasard ! D'après lui, « *il y a différentes options* » sur la table. M. Zivie a néanmoins tenu à confirmer que « *le projet global des Archives nationales sur trois sites n'est pas remis en cause* », sauf que sans engagement sur la rénovation de Fontainebleau et en l'absence de garanties sur le respect de l'intégrité des Archives nationales sur leur site historique à Paris, toutes **ces promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent**.

En guise de conclusion, M. Zivie déclare : « *Je n'en dirai pas plus (...) Je ne vous dirai rien sur Paris.* » C'est donc qu'il y a beaucoup d'autres choses à dire et beaucoup de choses à nous cacher...

Trop, c'est trop ! **Il est impératif que Mme Fleur Pellerin sorte de son de son mutisme au risque de finir de se discréditer...** Que Mme Pellerin ne compte pas sur la CGT pour rester les bras croisés ou pour faire preuve de bienveillance. Ce serait bien mal nous connaître. A bon entendeur.

Paris, le 20 juillet 2015